

Le juge Charles Prats harcelé par la Macronie ...



Article rédigé par *Le Figaro*, le 29 novembre 2021

Source [Le Figaro] Le juge, connu pour ses travaux sur la fraude sociale et fiscale en France, sera interrogé sur d'éventuels manquements au «devoir de réserve». Il dénonce une pression d'ordre politique.

L'homme qui dénonce les «100 milliards de fraudes sociale et fiscale en France» accusé d'oublier son devoir de réserve. Selon une information de [Libération](#), le magistrat Charles Prats est visé par une enquête administrative depuis plusieurs semaines. Il occupe actuellement le poste de juge de la détention et des libertés.

Selon une source proche du dossier au *Figaro*, «les prises de position publiques, les tweets» du juge sont en cause, ces éléments illustrant parfois «des positions politiques». «La question se pose de l'impartialité, du devoir de réserve d'un magistrat» poursuit la source, citant également les mots «engagés» utilisés par le juge, qui dénonce parfois publiquement ceux qu'il qualifie de «nervis d'extrême-gauche, antifas, black blocs». Le juge avait déjà été interrogé en février 2020 par sa hiérarchie. Selon nos informations, l'affaire avait été classée sans suite à l'époque. Cette fois, il pourrait être entendu sur plusieurs jours par les enquêteurs.

Interrogé par *Le Figaro*, Charles Prats dénonce une pression d'ordre politique : «Si les gens veulent savoir pourquoi le gouvernement lance cette enquête administrative, ils n'ont qu'à lire le tome 2 de mes livres sur les fraudes en France. Ils vont comprendre», commente-t-il lapidairement. Charles Prats publie régulièrement des travaux sur l'ampleur, sous-estimée selon lui, de la fraude sociale et fiscale en France. Son premier livre, «[Le cartel des fraudes](#)», avait été publié en 2020, et le deuxième tome est paru le 14 octobre dernier.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)